DIAL

L'actualité en bref - mars 2005

Nicolas Pinet

vendredi 1er avril 2005, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

AMÉRIQUE LATINE

le Groupe de Cairns, créé en Australie en 1986, dans la ville du même nom, réunit 17 pays exportateurs de produits agricoles opposés aux subventions accordées au secteur dans l'Union européenne, aux Etats-Unis, au Japon et en Corée, qu'ils considèrent comme une forme de concurrence déloyale (Afrique du Sud, Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Indonésie, Malaisie, Nouvelle Zélande, Paraguay, Philippines, Thaïlande et Uruguay). Il tiendra sa XXVIIe réunion ministérielle - regroupant les ministres du commerce et de l'agriculture des 17 pays - à Cartagena de Indias du 30 mars au 1er avril. La commissaire à l'agriculture de l'Union européenne sera aussi présente en tant qu'invitée spéciale. À la fin de l'année doit avoir lieu une nouvelle réunion ministérielle de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à Hong Kong pour conclure des accords concernant l'agriculture, les quotas industriels avec un régime différencié pour les pays en voie de développement.

La visite du secrétaire à la défense états-unien, Donald Rumsfeld, en Amérique latine (Argentine, Brésil et Guatemala), du 21 au 24 mars, a aussi été l'occasion d'attirer l'attention des pays visités sur le danger croissant que représente, aux yeux du gouvernement Bush, quelques gouvernements latino-américains, et particulièrement le président vénézuelien Hugo Chávez et l'ancien président nicaraguayen, Daniel Ortega (1984-1990), du Front sandiniste de libération nationale, donné favori aux élections présidentielles prévues en 2006. Le gouvernement états-unien avait aussi annoncé quelques jours auparavant la suspension de l'aide militaire annuelle au Nicaragua (2,3 millions de dollars) et conditionné sa reprise à la destruction du millier de missiles acquis par le Nicaragua dans les années 80.

ARGENTINE

La compagnie pétrolière anglo-hollandaise Shell a augmenté le prix de ses produits de 2,6 à 4,2% mercredi 9 mars, justifiant l'augmentation du fait de la hausse du prix international du pétrole. Le lendemain, le président argentin Néstor Kirchner appelait les consommateurs argentins à boycotter les produits de la compagnie en guise de rejet de la mesure. C'est la première fois qu'un président prend ce type d'initiative.

Le président argentin a destitué à la mi-mars l'évêque des forces armées, Antonio Baseotto, qui avait suggéré de jeter à la mer - pratique courante pendant la dictature militaire (1976-1983) - le ministre de la santé qui s'est prononcé en faveur de la dépénalisation de l'avortement. Après l'échec des négociations avec le Vatican pour le démettre de sa charge, le président a décidé de prendre la décision de manière unilatérale et signé deux décrets revenant sur l'accord donné à la nomination en 2002 et retirant à l'évêque le budget de l'Etat qui lui est attribué.

BOLIVIE

Le débat parlementaire de la loi sur les hydrocarbures a provoqué un regain de tension dans le pays. Le projet accepté par la chambre des députés, et dont l'article 53 établit les impôts que les transnationales pétrolières devront payer à l'Etat bolivien, est considéré par le président Mesa comme trop défavorable aux entreprises pétrolières. Début mars, les habitants de El Alto, ville voisine de La Paz, organisaient une

grève pour obtenir le départ de l'entreprise Aguas del Illimani, propriété de la Lyonnaise des eaux, accusée de pratiquer des tarifs trop élevés et de laisser sans eau les 80 000 habitants qui sont dans l'impossibilité de payer. Les routes étaient aussi bloquées dans le département central de Cochabamba, fief du Mouvement vers le socialisme (MAS) qui réclamait des impôts plus importants pour les transnationales pétrolières. Dimanche 6 mars, le président Carlos Mesa se déclarait impuissant face aux 820 conflits et 12 000 revendications sectorielles et envoyait sa démission au Congrès laissant entendre qu'il était disposé à rester au pouvoir si les partis politiques acceptaient de signer un pacte de gouvernabilité comprenant notamment une révision à la baisse des impôts exigés des transnationales. Dans la nuit du 8 au 9 mars, le Congrès refusait sa démission après la signature d'un accord entre le président et la majorité des partis prévoyant la réalisation d'une assemblée constituante, l'approbation d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures, la convocation d'un référendum sur les demandes d'autonomies régionales et l'élection de 9 préfets départementaux. Le MAS d'Evo Morales, premier groupe parlementaire et principal soutien du gouvernement depuis octobre 2003 a refusé de prendre part à l'accord et signé de son côté un accord avec la Centrale ouvrière bolivienne (COB) fixant comme objectif l'augmentation des impôts pétroliers, avec, au moins, le maintien de la proposition adoptée par la chambre basse, menaçant de continuer à bloquer les routes et d'organiser des manifestations massives dans le cas contraire.

BRÉSIL

Une décision en appel de l'OMC vient confirmer la sentence première dictée en septembre 2004 obligeant les Etats-Unis à mettre fin à leur politique d'aide aux cultivateurs et exportateurs de coton. Le rapport de l'organe d'appel de l'OMC, rendu public jeudi 3 mars, confirme les conclusions du premier rapport qui considérait que les subventions états-uniennes violent l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, deux des traités du système de commerce multilatéral administré par l'OMC, conformément à la plainte déposée par le Brésil. Les Etats-Unis doivent appliquer les corrections requises par le tribunal avant le 1er juillet. Dans le cas contraire, le Brésil pourra imposer des sanctions commerciales au pays du nord, en supprimant notamment les tarifs douaniers préférentiels dont bénéficient certains produits états-uniens.

Mercredi 2 mars, la chambre de députés a approuvé une loi de biosécurité facilitant l'autorisation pour la semence d'organismes génétiquement modifiés (OGM) ainsi que la recherche sur les cellules souches embryonnaires à des fins thérapeutiques. Les organisations opposées à l'introduction d'OGM sans études préliminaires de leur impact sanitaire et environnemental considèrent que la loi est inconstitutionnelle et ont déclaré qu'elles saisiraient la justice.

CHILI

La présidente du Parti communiste chilien, Gladys Marín est morte dimanche 6 mars d'une tumeur cérébrale cancéreuse, à l'âge de 63 ans. Elue députée en 1965, à 23 ans, elle avait quitté clandestinement le pays en 1974 pour se réfugier en URSS, après le coup d'Etat contre Salvador Allende (11 septembre 1973). En 1978, elle revenait illégalement au Chili pour lutter contre la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990). En 1994, elle devenait secrétaire générale du parti avant d'en assumer la présidence. Selon le voeu de la défunte, ses restes furent exposés au siège de l'ancien Congrès national, à Santiago, et le président Ricardo Lagos décréta 2 jours de deuil national.

Le rapport définitif du sénat états-unien sur les comptes secrets d'Augusto Pinochet, dont certaines conclusions provisoires avaient été révélées par le Washington Post en juillet 2004, fait état de 125 comptes, ouverts au nom du général à la retraite ou sous 10 fausses identités, ainsi qu'au nom de membres de sa famille et de hauts officiers de l'armée chilienne. Les comptes furent ouverts à partir de 1981 et la majorité a été fermée entre 2000 et 2001. Le montant des avoirs dépasserait les 15 millions de dollars.

Jeudi 24 mars, la Cour suprême de justice a confirmé l'immunité de l'ancien dictateur Augusto Pinochet dans l'affaire de l'assassinat de l'ancien général en chef de l'armée chilienne, Carlos Prat. La cour a repris

une de ses décisions antérieures, datée du 12 novembre 2002, dans laquelle elle avait déjà refusé de lever l'immunité. Le général et son épouse avait trouvé la mort dans un attentat organisé et exécuté par la DINA (Direction nationale du renseignement), la police secrète des premières années de la dictature, le 30 septembre 1974 à Buenos Aires.

GUATEMALA

Lors de sa visite au Guatemala, jeudi 24 mars, le secrétaire à la défense états-unien, Donald Rumsfeld, a annoncé l'octroi de 3,2 millions de dollars d'aide militaire au gouvernement d'Oscar Berger. La décision de reprendre l'aide militaire états-unienne, suspendue pendant 15 ans en raison des violations de droits humains par l'armée, a été présentée comme une conséquence de l'effort de réforme de l'armée entreprise par le président guatémaltèque. Les organisations humanitaires, qui ont accueilli favorablement la réforme entreprise, tout en en soulignant le caractère limité et l'inachèvement, ont durement critiqué la décision du gouvernement états-unien.

MEXIQUE

La Loi sur la biosécurité des organismes génétiquement modifiés, adoptée à la mi-mars, est une des premières d'Amérique latine à traiter de la question dans toute son amplitude, considérant même de possibles dérives vers la production d'armes biologiques. Elle est aussi nettement favorable aux transnationales productrices d'OGM. Dans les autres pays du sous-continent où une loi du même type est en discussion (Guatemala, El Salvador, Paraguay), les organisations de la société civile qui demandent le respect du principe de précaution craignent que la loi mexicaine serve de modèle pour la rédaction des lois nationales.

EL SALVADOR

Le 25ème anniversaire de la mort de Mgr Oscar Romero, l'archevêque de San Salvador tué le 24 mars 1980 alors qu'il disait la messe, a été célébré par la marche de milliers de personnes dans les rues de la capitale. La foule s'est dirigée vers la cathédrale où a été enterré l'archevêque qui avait choisi de vivre avec les pauvres pour être la « voix des sans voix ». Le Vatican examine actuellement la possibilité de sa béatification.

URUGUAY

La prise de fonctions du nouveau président uruguayen Tabaré Vázquez, mardi 1er mars, a donné lieu à une gigantesque fête populaire dans les rues de Montevideo. Dans ses interventions, le nouveau président, du parti de gauche Rencontre progressiste - Front Ample - Nouvelle majorité, a déclaré que « les changements que nous ferons seront des changements à l'uruguayenne ou ne seront pas. Le changement à l'uruguayenne est un changement pacifique, un changement graduel, un changement médité » et que le programme de gouvernement n'est pas un programme socialiste, mais « un programme national », « un programme de démocratisation profonde du pays ». La présence d'un grand nombre de personnalités politiques, latino-américaines notamment, a été l'occasion de la signature d'une série d'accords. L'Uruguay et le Venezuela ont signé un accord pour la vente du pétrole vénézuélien à l'Uruguay dans des conditions avantageuses et l'Uruguay s'est joint en tant qu'actionnaire minoritaire aux projets d'une chaîne régionale Télévision du Sud (Telesur) et d'une compagnie pétrolière régionale (Petrosur), impulsés par le président Hugo Chávez. L'entreprise nationale Pétroles du Venezuela collaborera aussi à la modernisation de l'entreprise nationale uruguayenne, Administration nationale de combustibles, alcool et zones portuaires. Tabaré Vázquez a aussi signé avec le président argentin Kirchner un accord facilitant les échanges d'informations entre les deux pays au sujet des disparus durant les dictatures militaires des années 70 et 80. Le gouvernement uruguayen a renoué les relations diplomatiques avec Cuba, rompues par le gouvernement de Jorge Battle (2000-2005) et s'est engagé à étudier la demande cubaine d'une association au Mercosur (Marché commun du Sud).

VENEZUELA

Carlos Ortega, président de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) et un des organisateurs de la grève générale contre le gouvernement d'Hugo Chávez, a été arrêté dans un casino de Caracas en février. Il avait fui le pays depuis 2003 et s'était réfugié au Costa Rica. Il fait l'objet d'une procédure judiciaire pour cause de « rébellion ». L'ancien gouverneur de l'Etat de Miranda, à l'est de Caracas, et ancien chef de la coalition d'opposition, Enrique Mendoza, du parti social chrétien, est accusé d'avoir fait fermer par la police la chaîne 8 de la télévision publique entre le 11 et le 13 avril 2002, lors de la tentative de coup d'Etat contre le président. Un grand nombre d'opposants, de responsables des médias ou de la banque privée et des militaires font ainsi l'objet de poursuites judiciaires.

Alors que la tension et les divergences entre les Etats-Unis et le Venezuela ne faiblissent pas, le président Hugo Chávez soutient l'idée que le gouvernement états-unien veut l'assassiner et profiter du désordre engendré pour prendre le contrôle des ressources pétrolières du pays. Son affirmation s'appuie notamment sur des informations communiquées par l'ancien ambassadeur des Etats-Unis, Charles Shapiro qui a considéré de son devoir d'informer le président des possibilités d'un coup d'Etat en avril 2002, et d'une possible tentative d'assassinat à l'automne 2002. Depuis la seconde moitié des années 70, une loi états-unienne interdit formellement que les opérations à l'étranger de la CIA attentent à la vie des gouvernants.

Début mars, la visite du chef d'Etat iranien, Mohamed Jatami, à Caracas a été l'occasion pour les deux pays d'exprimer leur soutien mutuel face à la pression des Etats-Unis. Elle a aussi permis la signature d'une vingtaine d'accords de coopération économique et technique. Le gouvernement vénézuelien renforce ainsi sa politique d'alliances stratégiques après des accords passés avec la Chine, l'Espagne, la France, l'Inde, la Russie, ainsi qu'avec une dizaine de pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dans les domaines pétrolier, militaire, politique, financier et commercial. Les accords prévoient le renforcement des échanges entre les compagnies pétrolières nationales des deux pays, l'installation d'une usine iranienne de tracteurs et de véhicules à Ciudad Guayana, au sud-est du Venezuela, ainsi que la construction par une entreprise iranienne de 10 000 logements, dans le cadre du plan de construction de 200 000 logements que l'Etat prévoit de réaliser dans les deux ans.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.